

veaux emprunts, seront, nous en sommes persuadés, satisfaits de penser qu'ils auront à demander compte de leur mandat à tous les échevins, le premier février prochain.

Dans les circonstances actuelles, il nous semble que la prudence devrait conseiller aux échevins de ne pas toucher à ces nouvelles ressources, de restreindre, au contraire, les dépenses au niveau des ressources actuelles de façon à ce qu'on ne puisse avoir aucun prétexte de les accuser d'avoir voulu augmenter leurs moyens de *boodlage*. Le meilleur moyen pour eux, est donc de ne pas prêter le flanc à cette accusation que leurs antécédents feront paraître, pour plusieurs, assez vraisemblable, est de laisser l'entière disposition de ces sommes au prochain conseil.

UNE SOLUTION DOUTEUSE

L'administration fédérale à Washington a élaboré, disent les dépêches, un projet de refonte des lois sur les banques, dans le but d'augmenter le volume de la monnaie courante c'est-à-dire des billets de banque. Il nous semble que ce n'est pas la rareté des billets de banque en existence qui produit la crise, mais le fait que ces billets sont serrés, cachés quelque part, hors de la circulation, les uns dans les caisses des banques dont les portes sont closes; les autres dans celles des particuliers qui n'ont plus assez de confiance dans les banques pour y déposer leurs économies. La circulation n'est pas réellement trop restreinte pour les besoins du commerce, le mal est qu'elle ne circule pas assez, et ne circulera qu'en autant que la confiance sera retablie.

Le projet de l'administration consiste à augmenter le nombre des institutions ayant le pouvoir d'émettre des billets, tout en laissant l'émission des billets sujette à des restrictions ressemblant beaucoup à celles qui existent actuellement et qui ne donneront pas plus à l'émission de la monnaie fiduciaire l'élasticité que lui donne chez nous notre système de banque.

On transformerait les banques nationales en banques d'état et l'on donnerait à toutes les banques d'état l'autorisation d'émettre des billets jusqu'à concurrence de 90 p. c. du montant d'un dépôt fait, dans des conditions déterminées; et l'on abolirait la taxe de 10 p. c. sur la circulation des banques d'état qui se conformeraient aux conditions fixées

pour le dépôt de garantie, en la laissant subsister pour les autres.

Le trésor fédéral serait encore garant du remboursement en or de cette circulation; mais il ne serait pas probablement obligé de garder une réserve en or aussi considérable qu'actuellement, ce qui lui permettrait de mettre en circulation une partie des \$100,000,000 en or qui sont immobilisés dans ses caves. C'est apparemment, la seule partie du projet qui augmentera le volume de la monnaie circulante.

LE CONGRÈS DU TRAVAIL

Personne ne saurait équitablement blâmer les ouvriers de se réunir en sociétés pour la protection de leurs intérêts, de discuter en congrès les différents aspects de leur situation économique et sociale, et de proposer des mesures tendant à l'améliorer. Aussi tout le monde a été d'accord pour souhaiter la bienvenue à Montréal aux délégués des conseils du Métier et du Travail des différentes parties du Canada, qui y sont venus tenir leur congrès annuel et pour suivre avec intérêt les délibérations de ce congrès.

Nous considérons la tenue de congrès de ce genre comme un des meilleurs symptômes de la situation sociale. Du moment que les ouvriers sortent de leurs assemblées secrètes, où l'on n'est admis qu'avec le mot de passe, pour exposer publiquement leurs théories, leurs griefs et leurs revendications, ils admettent par là même que le public, en dehors d'eux-mêmes, a des intérêts quelconques à la solution des questions qu'ils discutent; ils admettent l'existence d'autres droits que les leurs et, logiquement, ils doivent admettre aussi que ceux à qui appartiennent ces droits doivent être consultés lorsqu'il s'agit de les modifier.

Ces congrès ouverts au public sont un acheminement vers un autre progrès qui, nous l'espérons, ne se laissera pas attendre trop longtemps: vers la création d'un corps ou d'une organisation qui réunirait dans la même assemblée délibérante les deux principaux intérêts engagés dans l'industrie: le travail et le capital; où les manufacturiers seraient représentés comme les ouvriers, les commis comme les patrons, sorte de parlement social où la conciliation prendrait la force et l'autorité nécessaire pour se substituer à la grève, où l'arbitrage remplacerait les querelles et à qui l'on

pourrait confier le maintien de la paix sociale.

On y arrivera. On est trop intelligent, des deux côtés, pour ne pas comprendre la nécessité de marcher d'accord, au lieu de se quereller constamment, et nous souhaitons, pour le bien général de la société, qu'on y arrive le plus tôt possible.

COMMERCE AVEC L'AUS- TRALIE

Les manufacturiers et autres qui désireraient établir des relations d'affaires avec l'Australie pourront adresser à l'hon. M. Bowell, les catalogues, prix-courants, circulaires et autres documents concernant leurs affaires qu'ils croiraient pouvoir leur être utiles et l'aider dans la mission qu'il entreprend dans les colonies des Antipodes. M. Bowell, pourra recevoir ces documents par la malle jusqu'au 16 courant, à Vancouver C. A. où il s'embarque ce jour là. Avis à qui de droit.

LE SAUMON EN COLOMBIE

Les moyens auxquels ont recours certains fabricants de conserves de la rivière Fraser, dit le *B. C. Commercial journal*, pour obtenir un prolongement de la saison de pêche du 25 au 30 août, donnent lieu à beaucoup de commentaires. On prétend que ce prolongement va démoraliser le marché du saumon. Presque tous les fabricants ont exécuté leurs contrats et l'on affirme qu'il n'y avait réellement aucune nécessité de continuer la pêche. Tous les contrats contiennent, ou devraient contenir la stipulation qu'ils seront exécutés dans le délai fixé par la loi, sauf accident par le feu, l'eau ou pendant le transport. Tous ont la même chance d'exécuter complètement leurs contrats et on ne devrait donner à aucune fabrique des privilèges dont le résultat doit être préjudiciable à tout le marché. Quoiqu'il en soit, le déficit de la fabrication sur la Columbia peut avoir pour résultat de maintenir les prix.

On a découvert récemment sur la ferme de Washington-Bonner, près de Bondler, Texas, un arbre pétrifié qui gisait à 50 pieds au dessous de la surface du sol. L'arbre était creux et la cavité remplie de miel. Les rayons étaient dans un état de parfaite conservation et le miel dont ils étaient remplis avait un goût frais, doux et pur.